L'Allemagne résiste encore aux chocs

Isabelle Bourgeois

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/2803>

DOI : 10.4000/rea.2803

ISBN : 978-2-8218-0870-6

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2008

Pagination : 3-4

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « L'Allemagne résiste encore aux chocs », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 87 | juillet 2008, mis en ligne le 12 janvier 2009, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/2803>

L'Allemagne résiste encore aux chocs

Après un démarrage sur les chapeaux de roues au début de 2008, l'économie allemande renoue avec un rythme de croisière. Au cours des trois premiers mois, elle avait enregistré un taux de croissance record de +1,5 % (+1,8 % par rapport au premier trimestre 2007 ; Destatis) – un taux atteint la dernière fois lors du boom des activités au début des années 1990 –, qui a révélé sa robustesse retrouvée. Elle semble bien mieux résister aux turbulences mondiales que ne le pensaient les experts voici quelques mois encore. Ceux-ci font preuve aujourd'hui d'un nouvel optimisme, relevant les uns après les autres leurs prévisions pour l'année en cours à plus de 2 % de croissance et repoussant de quelques mois le tassement conjoncturel attendu du fait de la flambée persistante des prix du pétrole et des matières premières, de l'euro fort, des répercussions de la crise des *subprimes* et de l'inflation. En 2009, le taux de croissance devrait alors s'établir dans une fourchette de +1 % à +1,5 % seulement, conformément aux prévisions établies dès l'automne dernier.

Pour la Bundesbank (rapport de juin), cette évolution en dents de scie n'a rien d'inquiétant. L'écart entre ces taux annuels est en effet lié à des facteurs exceptionnels qui ont gonflé les résultats des 3 premiers mois de l'année : la météo a été favorable aux activités du BTP, des entrées en commande d'un volume inhabituel à l'automne 2007 ont tiré la production manufacturière au début de 2008 et amené les industriels à investir dans l'extension de leurs capacités et à renouveler leurs stocks de biens intermédiaires. « *Il faut donc s'attendre mécaniquement à une contre-tendance* » dès le 2^{ème} trimestre de 2008.

Certes, le ralentissement attendu des activités à l'export et le prix du baril de pétrole font globalement pencher la balance vers un tassement conjoncturel. Mais l'impact de la crise du crédit sur l'économie réelle « *pourrait se révéler bien moins négatif que ne le croient un certain nombre d'observateurs* » : les conditions de crédit faites aux entreprises allemandes sont tout au plus légèrement plus restrictives qu'avant et n'ont changé en rien pour les particuliers ; enfin, le fait que les entreprises engagent majoritairement leurs fonds propres lorsqu'elles investissent les rendent insensibles aux variations des taux de crédit. Leur solvabilité, surtout celle des PME, s'est en effet considérablement accrue. Et si le système bancaire allemand a résisté du fait de la présence des caisses d'épargne et des banques publiques, ainsi que le rappelait la Buba dans un précédent rapport (voir REA 86/08), il n'en doit pas moins, selon le Conseil des Sages qui vient de publier un rapport sur la question, être réformé en profondeur, et surtout libéralisé. Au total, conclut la Buba, il semblerait que « *la dynamique de croissance propre de l'Allemagne et sa capacité à résister [aux chocs externes] aient été jusqu'ici sous-estimées* ».

A première vue, la baisse des indicateurs de confiance des analystes financiers (indice ZEW) et des entreprises (indice ifo) en juin semble contredire l'optimisme de la Buba. Mais le recul du premier, comme l'expliquait le 17 juin le président de l'Institut ZEW (Mannheim), Wolfgang Franz, « *est déterminé par la perspective d'un ralentissement conjoncturel en 2009* » (www.zew.de). La même extrapolation oriente l'indice ifo, rendant les entreprises moins confiantes dans l'avenir, d'autant que la hausse des prix pétroliers commence à peser sur leurs marges ; « *mais rien ne permet d'en conclure à une prochaine récession* », insistait Klaus Abberger, conjoncturiste à l'Institut ifo, lors de la publication de l'indice (Faz.Net, 23-06). Car elles ne prévoient pas, malgré l'euro fort, un recul des exportations.

« *Jusqu'ici, la reprise fait preuve d'une admirable résistance* », affirmait de son côté Martin Wansleben, président de la fédération allemande des CCI (DIHK) lors de la présentation, le 16 juin, de l'enquête de printemps menée auprès de quelque 20 000 entreprises adhérentes. Même si le ralentissement mondial des activités, le tassement des activités aux USA et les risques de surchauffe en Asie incitent celles-ci à envisager l'avenir avec prudence, elles n'en restent pas moins confiantes dans la dynamique retrouvée de l'économie allemande. Cette confiance prudente est partagée par tous les instituts.

Car c'est bel et bien sa dynamique propre qui a permis à l'économie allemande de résister dans un contexte extérieur moins porteur. Ce sont essentiellement les investissements qui ont tiré la croissance au premier trimestre, avec +4 % dans l'équipement et +4,5 % dans la construction par rapport au précédent (Destatis). La consommation intérieure y a également contribué, même si sa croissance a été plus modeste (+0,5 %), surtout celle des ménages (+0,3 %), les dépenses publiques ayant quant à elles enregistré une hausse plus franche (+1,3 %). En revanche, la balance commerciale n'a pas eu d'apport positif, les importations (+3,5 %) ayant augmenté plus que les exportations (+2,4 %).

Or la comparaison avec le premier trimestre 2007 révèle que la croissance a été portée aussi bien par la demande intérieure qu'extérieure. Les investissements bruts en biens

Les activités devraient normalement ralentir à partir du 2^e trimestre 2008

Pas de conditions de crédit restrictives pour les PME

Les indices ZEW et ifo traduisent l'anticipation du ralentissement prévu de la croissance

Les entreprises gardent néanmoins confiance...

... dans une dynamique de croissance...

... portée par la demande extérieure et intérieure

d'équipement ont crû de +6,2 % en un an, confirmant la dynamique industrielle : avec +2,9 %, la production manufacturière a été, comme toujours, le principal moteur de l'économie. Si les investissements en construction ont baissé de -0,9 %, cela est dû principalement à l'habitat. Quant à la consommation des ménages, elle a repris (+0,1 %) après une longue phase de recul. Elle a été tirée surtout par l'automobile (+2,2 % après -4,7 % en 2007), car les dépenses alimentaires des ménages (y compris le tabac) ont chuté de 4,7 % du fait du renchérissement des produits alimentaires. Les exportations ayant crû nettement plus que les importations (respectivement +5,9 % et +4,0 %), l'excédent commercial a contribué à hauteur de 1,1 point de pourcentage à la croissance du PIB.

**Poursuite de la
décrue du chômage**

La santé retrouvée de l'économie allemande a également atteint le marché de l'emploi. Le nombre d'actifs occupé est ainsi passé à 39,8 millions en un an (+686 000 personnes), celui des chômeurs se réduisant dans le même temps à un peu moins de 3,5 millions (soit un taux de chômage de 8 % selon les critères OIT ; Destatis). La fédération DIHK se plaît à rappeler à cet égard que les PME ont contribué à hauteur de 80 % à la hausse de l'emploi. Selon la Buba, le nombre d'actifs occupés devrait dépasser nettement les 40 millions d'ici 2009, le vieillissement démographique se trouvant compensé par le retour à l'emploi notamment d'un nombre croissant de chômeurs, dont le nombre devrait alors tomber à 3,2 millions, ramenant le taux de chômage publié par l'Agence fédérale pour l'emploi (données administratives) de 9,0 % actuellement à 7,6 %. La décrue du chômage structurel se révèle en effet plus forte qu'on pensait encore cet hiver.

**La hausse du revenu disponible
est absorbée par l'inflation**

Mais alors que, selon la Buba, l'embellie sur le marché de l'emploi, conjuguée à une hausse nominale de 3,5 % du revenu disponible sur l'ensemble de 2008 (le salaire mensuel brut a crû de +2,8 % pour s'établir à 3 064 € au premier trimestre ; Destatis), devraient tirer la consommation des ménages, celle-ci ne devrait progresser que d'un peu moins de 1 % en 2008 du fait de la flambée des coûts de l'énergie et des prix alimentaires. Les ménages, dès lors, ajournent l'acquisition de biens de consommation durables, comme le révèle l'indice GfK publié le 24 juin. La Buba voit se maintenir l'inflation à +3 % en moyenne sur l'année – mais à +1,7 % seulement hors énergie. Dans ce contexte, l'annonce faite par la BCE d'une prochaine hausse des taux directeurs rassure les acteurs économiques.

**L'impact de la parité euro/dollar
commence à se faire sentir**

Au total, l'économie allemande aborde avec une relative sérénité les incertitudes liées aux risques énergétiques et inflationnistes, comme à un environnement mondial en profonde mutation. Le rôle moteur en termes de croissance s'est déplacé des Etats-Unis d'un côté vers les pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient et d'autre part vers les économies émergentes de l'Asie orientale et du sud-est. La forte demande brésilienne, russe, indienne et surtout chinoise avait permis aux exportations allemandes de résister à leur renchérissement monétaire. Or l'euro fort et l'impact de la crise du crédit en Asie, de même que le ralentissement de la croissance dans l'UE constituent aujourd'hui autant de risques pour les exportations allemandes – non pas que la demande de biens d'investissement *made in Germany* parvienne à saturation, mais parce que la parité euro/dollar les dévalorise. Or la demande intérieure n'est pas encore assez solide pour compenser la baisse à venir de l'excédent commercial.

RAISON DE PLUS POUR POURSUIVRE RÉSOLUMENT LES RÉFORMES STRUCTURELLES, comme le réclament de plus en plus vivement experts et fédérations professionnelles. « *Il est primordial que le gouvernement allemand garde le cap et ne mette pas en danger l'acquis* », concluait le président de l'institut ZEW en présentant l'indice de juin. Quant à la fédération DIHK, elle partage les craintes de la Buba de voir l'inflation déboucher sur un troisième tour, et souligne les « *risques politiques* » pour l'attractivité du site émanant par ailleurs de l'institution de SMIC légaux. Quant à Jürgen Thumann, à la tête de la fédération de l'industrie BDI, il surenchérit, mettant en garde le gouvernement : « *Il est inacceptable de voir le populisme prendre le pas sur le bon sens* » (*Handelsblatt*, 23-06). Et il rappelle que l'industrie considère le projet de réforme de l'impôt sur les successions (voir REA 84/07) comme « *au plus haut point dommageable à l'économie* ».

Il est vrai que les élections au Bundestag (27-09-2009) approchent, et que le gouvernement fédéral de grande coalition, aux prises avec la tentation de redistribuer les fruits de la croissance que l'Allemagne doit à de longues années de réformes, tend à perdre de vue l'objectif de consolidation de la nouvelle dynamique de croissance. Le président Horst Köhler l'a rappelé à ses devoirs dans le discours tenu à Berlin le 17 juin, appelant de ses vœux un « *Agenda 2020* » pour faire suite à l'*Agenda 2010* du gouvernement Schröder dont l'économie et l'emploi tirent aujourd'hui les bénéfices. Quant à la fédération BDI, elle présentait le 23 juin un « *Manifeste pour la croissance et l'emploi – Allemagne 2020* » où elle détaille 10 stratégies (de l'éducation à l'innovation en passant par le développement des infrastructures) pour une politique de compétitivité durable.

Isabelle Bourgeois (25-06-2008)